

Strasbourg, le 22.01.2026

Objet : A Strasbourg, sans les plus précaires, pas de démocratie locale

Madame la candidate, monsieur le Candidat,

Nous sommes celles et ceux que la République ne considère pas assez (ou pas vraiment). Invisibilisées, stigmatisées, souvent réduites à des chiffres, nous vivons chaque jour les conséquences d'un système qui parle d'égalité tout en organisant l'exclusion faute de volonté politique. Mineures non accompagnées, anciennes de l'Aide Sociale à l'Enfance et personnes sans-abris, nous avons choisi, avec le projet Voix de la Rue porté par Les Oubliés de la République pour les municipales de 2026, associés à Strasbourg aux associations « Archipel des Sans-Voix » et « La Cloche », de **reprendre la parole pour que nos réalités deviennent des priorités politiques**. À travers des ateliers citoyens dans plusieurs villes de France, ce projet permet aux personnes concernées de porter leurs revendications auprès des candidates.

À Strasbourg, nous refusons que nos parcours soient traités comme de simples cases administratives. On nous déplace d'un hébergement à l'autre, d'un interlocuteur à un autre, sans logique pertinente adaptée aux besoins individuels de pérennité et de stabilité, et sans explications. Certains ont vécu des années dans la rue, d'autres se sont retrouvés dans des centres où l'on mélange tous les publics, sans tenir compte des besoins ou des particularités de chacun.

Nous demandons que l'attribution des places d'hébergement soit claire, que les lieux proposés soient dignes et « saints » et que ceux qui ont besoin d'un accompagnement renforcé soient orientés vers des lieux adaptés.

Sortir de la rue ne doit plus dépendre du hasard, d'une place qui se libère ou de(s) pratique(s) opaque(s) d'un système mal contrôlé. **Faire avec nous et par que pour nous !**

Le logement doit être une priorité réelle. Nous voulons que la ville utilise pleinement les outils dont elle dispose : meilleure gestion des logements vacants, réquisition des bâtiments abandonnés, contrôle renforcé des bailleurs sociaux pour garantir des logements dignes. Nous refusons les solutions indignes ou inadaptées, comme les structures surpeuplées ou les hébergements où l'on se sent en danger ou « pas à l'aise ». Les parcours doivent guider les réponses, et non l'inverse.

Nous demandons également la création de lieux d'accueil pour les jeunes, afin d'éviter des mises à la rue qui détruisent des trajectoires.

L'accès aux droits doit être repensé. Beaucoup d'entre nous ne connaissent pas leurs recours, ne savent pas à qui s'adresser, ou doivent répéter leur histoire à chaque interlocuteur. Nous demandons la mise en place de points d'information dans les quartiers (pas uniquement pour des démarches sociales, mais aussi pour pouvoir participer aux événements de cohésion sociale), un guichet accessible regroupant les démarches essentielles, et un dossier unique pour éviter les répétitions humiliantes.

Nous demandons que les travailleurs sociaux soient davantage informés de l'actualité sociale sur la ville, des dispositifs opérationnels, des solutions et droits à mettre en œuvre, et disposent de davantage de temps pour traiter totalement les dossiers dont ils ont la charge.

Nous voulons aussi que les médiateurs de la tranquillité soient renforcés, ainsi que les dispositifs de médiation indépendants, pour faire remonter les difficultés vécues dans les hébergements et dans la ville, parce que certaines situations méritent d'être priorisées ou réglées plus tôt pour éviter de trop longs parcours de rue.

Nous souhaitons que soient mis en place des délais d'attributions qui engagent, et qui soient ensuite respectés et tenus, et aimerions que les travailleurs sociaux « agissent davantage » au lieu de discuter.

Nous avons également parlé des rencontres et des liens qui permettent de tenir debout. Les professionnels et les associations jouent un rôle décisif. À Strasbourg, les associations manquent de moyens, de compétences relationnelles aussi pour qu'elles puissent assurer leurs missions dans les meilleures conditions, parce que leurs missions sont essentielles. Nous demandons qu'elles soient davantage soutenues (et durablement), que des locaux adaptés soient mis à leurs dispositions, qu'on cesse de les mettre en concurrence pour qu'elles puissent davantage collaborer entre elles. Elles sont un lien social qui est un véritable service public : il doit être reconnu comme tel, pour le bien de tous.

Sans soutien humain rien ne changera vraiment !

Nous vivons à Strasbourg, nous votons à Strasbourg, et nous voulons que la ville se construise avec nous. Donner un logement à ceux qui n'en ont pas, garantir des services publics dignes, assurer la transparence des parcours, soutenir les associations, lutter contre la corruption, recréer des événements de quartier : ce sont des mesures concrètes, attendues et réalisables.

Nos voix comptent. Nos vies aussi.

**Membres du Forum de Strasbourg
des Oubliés de la République**



Les Oubliés de la République

+33 6 64 36 61 09

 arnaud@oubliesrepublique.fr

 En savoir plus : www.oubliesrepublique.fr